

SOMMAIRE

**- Texte
 d'orientation**

Edito

Des diplômes de
 qualité...

...pour tous !

La meilleure dé-
 fense c'est l'atta-
 que

- Articles

Stratégie syndi-
 cale

Réforme des
 IUFM

Suppressions de
 postes

Réforme des
 CROUS

Unification du
 milieu étudiant

Etudiants étran-
 gers

Financement des
 universités

**POUR PRENDRE
 CONTACT AVEC
 LA TUUD**

**LUCILE
 06.71.96.01.28
 DIMITRI
 06.09.10.37.96
 JÉRÉMIE
 06.59.44.77.72**

EDITO

Depuis le dernier collectif national, la situation de crise économique et de crise sociale s'est accentuée. Les conditions de vie, de salaires et d'études continuent de se dégrader. Face à ce contexte, Sarkozy et son gouvernement ont beau feindre l'anticapitalisme, ils continuent à mener les politiques les plus réactionnaires dans tous les domaines.

Bien que l'ensemble des secteurs de la société se soient mis en grève depuis l'élection de Sarkozy, celui-ci continue d'être à l'offensive sur tous les fronts et le rapport de forces entre les jeunes et les salariés et le gouvernement continue d'être globalement défavorable.

Après le passage en force de la LRU face à la mobilisation étudiante du premier semestre 2007, le gouvernement fait passer le Plan Réussite en Licence et l'Opération Campus poursuivant ainsi la mise en concurrence des universités, l'ouverture aux financements privés et la destruction du service public d'enseignement supérieur.

Surtout, dans le contexte général de crise du système, le gouvernement cherche à revenir sur l'ensemble de nos acquis sociaux et en particulier, il cherche à réduire le coût du travail et à faire revenir la relation salarié/patron à un rapport de forces individuel. C'est la raison pour laquelle la question des salaires est au cœur des attaques de la classe dirigeante. La déclinaison étudiante de la question des salaires, c'est la question des diplômés et de la qualification qu'ils délivrent dans le monde du travail. La déqualification des futurs salariés est un enjeu capital des attaques gouvernementales sur l'enseignement supérieur : individualisation des diplômes, mise en concurrence des universités, réforme des IUFM, réduction de l'encadrement des futurs diplômés... l'objectif majeur de toutes ces réformes est de vider les diplômes de leur contenu et de faire des

étudiants de futurs salariés jetables ne bénéficiant d'aucune garantie collective dans le monde du travail. Ils seront dans ces conditions contraints d'aller négocier tout au long de leur vie leurs conditions de travail et de salaires individuellement face au patron.

Parallèlement à cela, le gouvernement s'attaque aussi aux conditions de vie des étudiants, les empêchant de réaliser leur projet d'études dans des conditions de vie décentes : réforme des bourses, mise en place des « prêts à taux 0 », projet de réforme du Réseau des Œuvres Universitaires... La sélection sociale déjà à l'œuvre depuis des années va se renforcer et exclure progressivement des franges de plus en plus larges d'étudiants de l'enseignement supérieur. Là encore, la méthode gouvernementale reste la même : individualiser le rapport aux études afin de briser les droits collectivement acquis. Sur le modèle du Revenu de Solidarité Active, il s'agit de passer d'une société basée sur la solidarité sociale à une société de « l'entrepreneuriat individuel » négatrice des rapports de classes.

Les politiques universitaires et sociales du gouvernement ne sont que de volets d'un même projet, dont la finalité est de remettre en cause le droit d'accès au savoir des classes populaires. C'est en prenant nous aussi appui sur la cohérence notre projet syndical, antagonique à celui du gouvernement, que nous pourrions mener la lutte idéologique. Ce n'est que sur un projet alternatif que nous mobiliserons l'ensemble du milieu étudiant contre le projet des classes dirigeantes et que nous pourrions, sur la base d'un réel rapport de force dépassant la seule lutte institutionnelle, avancer sur un programme immédiat d'urgence sociale pour la jeunesse. Si le rapport de forces est globalement défavorable, il existe néanmoins d'importantes potentialités

de luttes dans le milieu étudiant comme dans le reste de la société. C'est ce que démontre l'ensemble des luttes qui se sont déroulées depuis l'élection de Sarkozy, y compris celles qui sont en cours en ce moment même mais aussi l'absence de démoralisation massive du milieu étudiant suite à la mobilisation contre la LRU. La compréhension existe dans le milieu étudiant que pour améliorer nos conditions de vie et d'études, il faudra se battre. Il existe par ailleurs un important mécontentement contre le gouvernement et sa politique. Nous devons nous appuyer sur le mécontentement et la combativité qui existent pour chercher à développer une mobilisation d'ampleur. Pour pouvoir mettre un coup d'arrêt aux politiques menées par le gouvernement de combat de Sarkozy, il faudra plus que de simples campagnes propagandistes et des dates isolées de mobilisation. Pour réellement renverser le rapport de forces entre les étudiants et les salariés face au gouvernement, nous devons développer une stratégie qui cherche à développer la grève sur les universités. Afin de faire le lien entre les étudiants et les

salariés, la question centrale qui doit être au cœur de notre intervention est celle des diplômes et des qualifications ; mais celle-ci ne peut que trouver à sa suite la question sociale, afin de mettre en lumière le caractère de classe des attaques du gouvernement Sarkozy à l'Université.

L'UNEF, principale organisation étudiante a des responsabilités importantes dans le fait de prendre l'initiative pour construire la mobilisation étudiante nécessaire pour construire un affrontement face au gouvernement et dont les étudiants puissent sortir victorieux. Une journée de mobilisation des salariés est prévue le 7 octobre. Nous devons prendre appui sur cette journée pour chercher à mobiliser les étudiants autour de leurs propres revendications et d'ores et déjà préparer les suites indispensables à donner à cette journée de mobilisation. La grève massive ne se décrète pas, elle se construit, mais encore faut-il que l'UNEF en ait la volonté et travaille dès aujourd'hui à poser ses bases.

DES DIPLÔMES DE QUALITÉ...

La priorité du gouvernement Sarkozy est de casser nos diplômes. On nous répète sans cesse qu'il y a trop de diplômés en France, mais c'est cependant nos diplômes nous garantissent une certaine qualification dont les employeurs tiennent compte à l'entrée sur le marché du travail. Nos diplômes nous donnent accès à un certain niveau de salaire, à certains postes et à certaines conditions de travail. Ce sont ces garanties qui sont dans la ligne de mire du gouvernement : s'attaquer à nos diplômes, c'est s'attaquer à nos futurs salaires et à nos futures conditions de travail. Si une génération de jeunes arrivent déqualifiés sur le marché du travail, avec des salaires moins élevés, cela favorisera une baisse générale des salaires. C'est une question d'avenir pour tous les jeunes.

La réforme des IUFM quant à elle représente aussi un recul pour une partie importante des étudiants. Les concours de profs seront supprimés pour mettre en place un diplôme à Bac +5, alors que l'un des principaux débouchés pour les étudiants qui sortent d'une Licence reste l'Education nationale, qui sera beaucoup moins accessible pour tous les étudiants qui ne pourront pas se payer 5 ans d'études universitaires. Si la ministre affiche une volonté d'amener 50% d'une classe d'âge en Licence, on constate dans les faits une institutionnalisation du passage des diplômes de qualité de Bac +3 à Bac +5 : maintenant pour avoir un bon boulot, il faudra aller jusqu'au Master.

La politique du gouvernement est cohérente et tend à nous mettre le plus de bâtons dans les roues pour réussir nos études. Partout la concurrence et la volonté d'être la meilleure pousse les facs à augmenter la difficulté d'obtention des diplômes, et cette sélection est loin d'être toujours pédagogique. Les compensations entre les semestres ou entre les matières sont supprimées dans de plus en plus d'universités. Des notes éliminatoires, des TD obligatoires, des contrôles continus constituant la majorité de la note sont mis en place. Les universités les plus audacieuses sélectionnent ouvertement les étudiants et augmentent les frais d'inscription. Pour aller jusqu'à Bac +5, il ne faut donc pas avoir besoin de travailler, habiter trop loin de sa fac ou avoir des difficultés pédagogiques.

Pour tous ceux qui n'arriveront pas jusqu'au Master dans des universités d'élite, les transformations de la Licence vont être fondamentales. La donnée la plus importante de ces transformations est le financement, jusque là insuffisant mais aujourd'hui, avec la LRU, inégalitaires au possible. Les critères de réussite, préalables aux financements par l'Etat, vont favoriser les universités accueillant les étudiants les plus riches. A cette rentrée, on assiste aux premières suppressions de postes dans les filières de lettres et de sciences sociales. L'alternative pour les facs est de chercher des financements privés qui vont favoriser le développement de Licences professionnelles à débouché unique et donnant pas de réelles garanties sur le marché

du travail. Cette tendance aux diplômes courts et professionnalisant est accentué par le Plan Réussite en Licence. Il remplace le contenu fondamental de la Licence par des compétences techniques (par exemple Word, Excel, expression orale, rédaction CV...) qui sont déconnectées de l'enseignement fondamental du diplôme. Or, ce qui constitue la valeur de notre diplôme, ce n'est pas la difficulté que l'on a eu à l'obtenir. Ce n'est pas non plus le fait qu'il soit sélectif et que peu de gens l'aient obtenu. Ce ne sont pas non plus les compétences techniques et ultra spécialisées que l'on y a acquis. La valeur de notre diplôme, c'est le contenu pédagogique. Ce sont les connaissances que l'on y a acquis, la capacité de réflexion, de critique et

de synthèse qui nous permettent de nous adapter à des emplois variés. C'est une garantie de ne pas être coincé dans un secteur d'activité en particulier et de ce fait à la botte d'un employeur.

La valeur de nos diplômes, nos qualifications et nos conditions d'études sont en dernière instance ce qui nous garantit un avenir pas trop pourri dans cette société. C'est cet avenir que détruit le gouvernement. Il est nécessaire de mettre un terme aux réformes de l'université. Nous devons concevoir comme la priorité de l'UNEF d'expliquer largement aux étudiants les conséquences de ces réformes sur notre avenir et la nécessité de se mobiliser pour parvenir à les stopper.

...POUR TOUS !

La paupérisation accélérée du salariat dans son ensemble, sous l'effet conjoint de la crise économique et des politiques libérales menées par le gouvernement Sarkozy, n'a pas pu être évitée plus longtemps dans le débat public. Le cas spécifique de la jeunesse, s'il ne domine pas l'actualité, n'en est pas moins réel. Cette année encore les dépenses obligatoires ont augmenté de 5,9%, Le salariat étudiant ne cesse d'augmenter. Les jobs étudiants étant en grande majorité précaires, il en résulte pour un nombre croissant d'étudiants une impossibilité de continuer leurs études : les étudiants salariés ont un taux d'échec universitaire de 40% supérieur à la moyenne, et chaque année plus de 20% des étudiants mettent fin à leurs études pour des raisons financières. Dépourvue de statut social propre, la jeunesse compte parmi les premières victimes de la « crise » et se voit contrainte à une alternative oscillant entre dépendance familiale et salariat. Pour ses franges les plus en difficultés, un salaire à mi-temps ne suffit même pas à répondre aux besoins minimaux alimentaires ou de santé, et les étudiants boursiers pouvant se passer d'un complément salarial se font rares.

Les jeunes aujourd'hui sont toujours infantilisés ; majeur civilement à 18 ans, ils sont socialement dépendants de leurs parents jusqu'à 25 ans (demi-part fiscale, allocations familiales jusqu'à 21 ans) et ne peuvent de fait s'émanciper et prétendre à leur autonomie (logement individuel, choix d'études et de vie...). La famille reste encore l'horizon indépassable d'un système d'aide sociale injuste et insuffisant (450 000 bourses définies sur les revenus des parents). Nous proposons donc une allocation d'autonomie pour toutes et tous basé sur un projet pédagogique et professionnel et non pas une « aumône de l'Etat providence ». Fondé sur le risque jeune au même titre que le risque maladie, chômage ou vieillesse, cette allocation serait financée par deux biais : en préalable la refonte du système d'aides sociales actuelle et par la cotisation sociale. La solidarité générationnelle est justifiée car c'est aussi un critère

de justice sociale puisque le montant de la cotisation est fonction du niveau de rémunération. Le montant doit être suffisant et évalué de manière rigoureuse pour permettre aux jeunes de se consacrer pleinement à leur projet avec un suivi pédagogique pour une meilleure réussite et une insertion professionnelle satisfaisante. La forme de rétribution ne peut être un salaire en tant que tel puisque ce dernier est indexé sur une grille de qualification. Le jeune étant en formation et cherchant à acquérir ces qualifications, doit donc avoir une rémunération forfaitaire, un présalaire définit préalablement au même titre que les retraites par répartition. Le mode de financement est fondé essentiellement sur la cotisation sociale (cotisation salariale + cotisation patronale). Son alimentation supposera une nette hausse des salaires puisque la cotisation est un élément de salaire. Cette hausse des salaires est indispensable, c'est pourquoi il faut relier nos revendications avec les salariés (hausse des salaires...) et revenir sur la destruction du système des retraites par répartitions. Ce statut doit garantir l'accès aux droits tels que la santé, le logement, le transport. Il doit en outre être accompagné de constructions massives de cité U ou encore de gel des loyers. Il doit être mis en place dès l'entrée en formation et être effectif jusqu'à l'insertion professionnelle.

Le projet social du gouvernement pour la jeunesse semble clair et se dessine derrière les attaques multiples dont elle fait l'objet, de la mise en place des « prêts à taux zéro » au rapport Lambert en passant par la suppression des points de charges. Il s'agit comme pour l'ensemble du monde salarié de passer d'un système basé sur la mutualisation des moyens, et sur la répartition en fonction des besoins, à un système où chacun deviendrait un « entrepreneur individuel » de sa propre vie. Plus généralement, à travers la démission progressive de l'Etat et les politiques de « responsabilisation » des individus, c'est la victoire idéologique des néolibéraux contre la conception d'une société basée sur la solidarité intergénérationnelle qui se concrétise.

Il est évident que les politiques sociales et universitaires du gouvernement ne sont que deux volets d'un projet politique cohérent. D'un côté une déqualification des diplômés qui touche principalement les étudiants des facs les moins « cotées », c'est à dire ceux issus principalement des classes populaires ; et de l'autre un droit d'accès de tous au savoir qui se réduit à une pure incantation avec la mise en place d'une sélection sociale se faisant de moins en moins discrète. L'offensive de classe du gouvernement se situe indissociablement sur ces deux terrains, et la revendication d'un diplôme qualifiant resterait lettre morte sans un accès égal de toutes et tous à des conditions de vie et d'étude décente.

C'est projet contre projet que nous devons avancer. C'est en prenant nous aussi appui sur la cohérence notre projet syndical, antagonique à celui du gouvernement, que nous pourrons mener la lutte idéologique. Il nous faut réaffirmer la nécessité d'un statut social pour l'ensemble de la jeunesse et d'une allocation d'autonomie qui lui corresponde, moyens indispensables à l'obtention d'un diplôme qualifiant. Ce n'est que sur un projet alternatif que nous mobiliserons l'ensemble du milieu étudiant contre le projet des classes dirigeantes et que nous pourrons, sur la base d'un réel rapport de force dépassant la seule lutte institutionnelle, avancer sur un programme immédiat d'urgence sociale pour la jeunesse (10ème mois de bourse, augmentation des bourses en nombre et en montant...)

LA MEILLEURE DÉFENSE, C'EST L'ATTAQUE

La crise se répand de plus en plus vite, et les contours de l'affrontement idéologique à l'œuvre se dessinent dans le même temps. Dans ce contexte, les attaques vont se multiplier et s'alourdir. La classe dirigeante attaque de front le milieu étudiant sur deux points centraux : premièrement le privatisation de l'université est en cours et, par là, la déqualification des diplômés. Deuxièmement l'offensive est menée contre nos conditions de vie, comme le montrent les chiffres, avec une augmentation du coût de la vie de 5,9% à la rentrée. Face à ces projets réactionnaires et au développement croissant de la précarité, l'UNEF doit porter un projet syndical cohérent. « Des diplômés de qualité qui soient accessibles à tous et toutes » : voilà l'axe revendicatif sur lequel l'UNEF doit s'appuyer. Mais, pour porter une réelle stratégie syndicale, elle doit aussi mettre en place un plan d'action à même d'inverser le rapport de force.

Au vu de la cohérence du projet gouvernemental et du rapport de force existant, la confrontation apparaît de plus en plus indispensable, et l'arme dont nous disposons par excellence reste l'action collective. Ainsi un seul objectif stratégique peut nous permettre d'imposer notre projet et nos revendications : celui de la grève sur toutes les facs de France. Seule une grève consciente et dirigée par la majorité des étudiants permettra de stopper les projets de la classe dirigeante. Une grève ne se décrète pas, mais elle se prépare, personne ne sait quand la prochaine explosion sociale aura lieu sur les facs toutefois dès aujourd'hui qui d'autre que l'UNEF peut sérieusement structurer, orienter les étudiants vers l'action?

Dès aujourd'hui l'UNEF doit se saisir des dates de mobilisations existantes comme le 7 octobre et être à l'initiative sur des dates futures pour mobiliser l'enseignement supérieur dans son ensemble. Les suppressions de postes et le financement de l'université permettent de lier tous les acteurs de l'université par exemple. Il

est nécessaire d'organiser sur les facs les étudiants afin qu'ils s'inscrivent de plus en plus massivement dans ces batailles et ces mobilisations, en commençant par une série de réunions publiques d'information générale et de débats sur l'ensemble des facs. Une ou plusieurs dates peuvent être trouvées pour organiser le même jour sur toutes les Facs des réunions publiques sur le même sujet. Cette démarche doit se construire dans le cadre le plus large qu'il soit. L'UNEF doit prendre de manière systématique l'initiative de constitution de fronts uniques sur toutes les bagarres.

Dès maintenant le syndicat doit préparer les conditions d'un mouvement de grève majoritaire sur les universités. Aujourd'hui, la discussion ne doit pas porter sur le simple renouvellement du rapport de force, détaché de toute réalité, mais bel et bien la construction de celui-ci au sein d'une confrontation qui est nécessaire.

L'expérience des mouvements contre le CPE et la LRU illustrent le potentiel de mobilisation existant dans le milieu étudiant. En fédérant sur un projet, l'UNEF peut être une boussole qui canalise la colère qui monte de plus en plus afin de défendre nos droits et en gagner de nouveaux. Plus que jamais nous sommes face à une année décisive qui ne tolèrera pas la résignation. Quoi qu'il advienne le bras de fer engagé avec Sarkozy en automne 2007 (mouvement contre la LRU) continuera à s'opérer, finalement l'enjeu est de savoir quel camp, du sien ou du nôtre, va porter la rupture.

L'heure est à la résistance, à la résistance de masse, à son organisation et à la victoire. Le rôle de l'UNEF dans la jeunesse est aujourd'hui central : pour le service public d'enseignement supérieur, pour notre avenir à tous et toutes, contre la machine libérale, le syndicat doit dès aujourd'hui poser les bases de l'affrontement.

Sur la stratégie

Dans la situation actuelle, le rapport de forces entre les jeunes et les salariés et le gouvernement est plutôt défavorable aux jeunes et aux salariés. Malgré l'ensemble des résistances qui se sont déroulées depuis l'élection de Sarkozy, les attaques du gouvernement passent.

L'enseignement supérieur n'échappe pas à la règle. Depuis que Sarkozy a été élu, les universités et les étudiants ont fait l'objet d'une série d'attaques frontales telles que la LRU, le Plan Réussite en Licence et l'Opération campus. A cette rentrée, la logique continue avec les projets de passage de Bac +3 à Bac +5 pour devenir prof, les financements d'universités sur critères de performance et de résultat. L'objectif est double pour la classe dirigeante : déqualifier massivement les futurs salariés et adapter l'enseignement supérieur aux besoins à court terme des entreprises.

Pour pouvoir inverser le rapport de forces face à ce gouvernement, il faudra plus que de simples dates de mobilisation isolées. Pour mettre un coup d'arrêt à la destruction programmée de nos diplômes et du service public d'enseignement supérieur, il faudra une mobilisation d'ampleur dans les universités qui passera par la grève.

L'UNEF doit être à l'initiative et chercher à construire cette mobilisation en s'appuyant sur la journée du 7 octobre. L'UNEF doit appeler à des Assemblées Générales, des réunions publiques, des points d'in-

formation dans toutes les universités pour préparer la manifestation du 7 octobre. Si l'UNEF doit absolument appeler à une date de mobilisation étudiante dans le courant du mois d'octobre, elle ne doit pas s'en contenter. L'UNEF doit chercher à convoquer des Assemblées Générales dès la semaine suivante pour tirer les bilans de la journée du 7 et discuter des suites avec le plus grand nombre d'étudiants. Dans ces Assemblées Générales, les militants de l'UNEF doivent expliquer patiemment la nécessité de la grève pour obtenir de réelles victoires face à ce gouvernement.

Exemples de revendications à mettre en avant :

- **Maintien de l'accès aux concours d'enseignement à Bac + 3 !**
- **Financement 100 % public et à hauteur des besoins !**
- **Diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives !**
- **Allocation d'autonomie**
- **10ème mois de bourse et augmentation de leur nombre et de leur montant**

Refusons la réforme des IUFM !

Sarkozy a annoncé le 2 juin dernier une réforme des concours de l'enseignement et des IUFM qui devrait s'appliquer dès la rentrée 2010.

Du bac +3 au bac +5 : vers la déqualification de la licence

Le premier volet de la réforme est de faire passer le niveau de qualification requis pour passer les concours de bac +3 à bac +5. Tous les étudiants qui veulent présenter ces concours devront avoir un master 2. Le premier objectif est donc de réduire pour une grande partie d'étudiants la possibilité de passer ces concours et de devenir enseignant. De nombreux étudiants ne peuvent pas se permettre d'aller jusqu'au bac +5. Ils ont besoin de rapide-

ment avoir un salaire pour vivre. Ils vont en général jusqu'à la licence qui leur permet d'accéder à des boulots un peu stables. Mais même s'ils voulaient aller jusqu'au bac +5, ils ne le pourraient pas tous : l'entrée en master 2 est sélective.

Cette réforme s'inscrit bien sûr dans le mouvement de déqualification de l'ensemble des diplômes. Le risque est que, maintenant, le diplôme reconnu et offrant un minimum de garanties sur le marché du travail, ne soit plus la licence mais le master 2. Les diplômes en dessous de cette qualification ne donneront accès qu'à des boulots précaires et peu rémunérés. Cette réforme ne concerne donc pas seulement les étudiants en préparation de concours mais bien l'ensemble des étudiants.

C'est aussi un bon moyen pour le gouvernement de recruter moins d'enseignants puisqu'il prévoit 80 000 suppressions de postes d'ici 2012.

La masterisation des IUFM ou la fin du statut d'enseignant stagiaire

L'autre volet de la réforme est, ce qu'ils appellent, la masterisation des IUFM. La formation pour devenir enseignant ne sera plus délivrée par les IUFM (instituts de formation des maîtres) mais par la fac directement. Le gouvernement annonce la création de masters à « caractère enseignant ». La dégradation même des contenus de la formation pour enseigner est mise à mal. Nous dirigeons nous vers un système privilégiant les stages à outrance sans aucun outil pédagogique, ou plutôt vers un système privilégiant la théorie sans lien réel avec le terrain? L'exemple des maquettes de Grenoble ou la pédagogie n'occupe plus que 17% de la formation doit nous alarmer.

Les étudiants seraient recrutés à la fin de leur master 2 et envoyés directement en poste. La 2e année de l'IUFM disparaîtrait, année pendant laquelle, l'étudiant avait le statut d'enseignant stagiaire. Il avait à la fois des cours à l'IUFM pour apprendre à enseigner et des périodes de stage dans des classes. De plus l'enseignant stagiaire était rémunéré pour sa formation. Bien évidemment les étudiants qui intégreront ces masters à « caractère enseignant » ne seront pas rémunérés. Pour le gouvernement c'est le moyen de faire encore des économies en sacrifiant la qualité de la formation. Et pour les étudiants les moins aisés, ceux qui sont obligés de se salarier pour financer leurs études, c'est leur interdire le droit de devenir prof.

Dès maintenant, exigeons le maintien des concours à bac + 3 et le maintien du statut d'enseignant stagiaire.

Non aux suppressions de postes

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques, le gouvernement a annoncé de nouvelles suppressions de postes. La volonté exprimée de supprimer 160 000 emplois de fonctionnaires d'Etat sur 4 ans a été confirmée par l'annonce de la suppression de 30 000 à 32 000 postes en 2009, dont au moins 13 500 à l'Education Nationale. Dans l'optique du gouvernement, la RGPP c'est moins d'Etat, moins de service public, moins de proximité, moins de solidarité. Pourtant, les services publics tels que nous les connaissons encore aujourd'hui représentent une richesse socialisée dont la dilapidation représenterait une perte conséquente.

Secteur jusque là préservé, l'Enseignement Supérieur est touché par cette vague de suppressions pour la première fois depuis 15 ans.

L'annonce de 900 suppression de postes par Valérie Pécresse dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche vient mettre un terme aux illusions de ceux qui pensaient que l'initiatrice de la LRU apporterait les bonnes réponses à la précarité sociale et pédagogique dans laquelle s'enfoncent de plus en plus les étudiants. Au contraire, cela ne fait que confirmer que le gouvernement, loin de vouloir s'atteler aux causes principales de la sélection sociale à l'université, cherche à déqualifier et à assujettir l'éducation aux intérêts des entreprises.

Il est évident que ces suppressions de postes auront des conséquences désastreuses sur l'ensemble de

la communauté universitaire. Le constat d'une université sous dotée aussi bien en financement qu'en personnel est établi depuis longtemps. Ces suppressions ne feront évidemment qu'accroître la situation que nous connaissons déjà : Amphis surbondés, secrétariats débordés etc. De plus, ils induiront pour les personnels une surcharge de travail évidente et un accroissement d'une précarité qui, elle non plus, n'est plus à démontrer. Dans les universités, la mise en place de la LRU trace ainsi clairement des objectifs de remplacement de personnels de bibliothèques, pour ne prendre que cet exemple, par des jobs étudiants (très) mal rémunérés.

Si l'analyse de la catastrophe que représente cette annonce ne porte pas à débat au sein de l'UNEF, il faut néanmoins se poser la question de savoir pourquoi le gouvernement a osé franchir une telle ligne jaune, taboue depuis 15 ans. Il y aurait là matière à s'interroger sur l'état réel du rapport de force actuel du côté des étudiants et de leur syndicat. Car bien qu'il s'agisse d'une offensive globale contre le service public, un tabou à bel et bien était brisé en s'attaquant à notre secteur, jusque là préservé, notamment en partie du fait de sa combativité.

Mais notre rôle ne doit pas se contenter de dénoncer l'idéologie responsable de cette attaque. Lorsque tous les secteurs de l'éducation et plus largement l'ensemble du service public est attaqué avec une telle force, le rôle d'une organisation telle que la notre, indépendante des centrales syndicales,

doit être de pousser à l'unité la plus large possible. L'intersyndicale de l'éducation s'est déjà prononcé contre ces suppressions et appelle à des journées de mobilisation. Nous devons nous emparer de ces dates pour en faire des réussites d'abord, et égale-

ment pousser à ce qu'elles ne soient pas une finalité mais le point de départ d'un front unitaire de l'éducation pour sa propre défense et celle de tous les services publics.

Rapport Lambert/Réforme des CROUS

Depuis que Sarkozy a été élu, son gouvernement n'a pas masqué ses intentions en ce qui concerne les universités. La loi sur l'autonomie des universités aggrave les inégalités entre les établissements et contraindra de plus en plus les universités à aller chercher les fonds privés.

Le rapport Lambert « Un réseau d'agence pour la vie étudiante » propose tout simplement d'adapter le service public des œuvres étudiantes à cette logique de mutation. Il préconise de supprimer les CROUS en les remplaçant par des « Agences pour la Vie Etudiante » (AVE).

La stratégie de ces agences serait pilotée par un Conseil d'Orientation Stratégique, avec à sa tête le président du PRES (Pôle Régional d'Enseignement Supérieur). Nationalement, l'Agence Nationale pour la Vie Étudiante (ANVE) gèrera les contrats de financement entre l'État et les AVE, sur des bases de « performance ».

Alors que les AVE se voient confier la gestion des APL, elles auront comme objectif de rendre les universités plus attractives aux fonds privés et même de déplacer les étudiants vers les filières les plus stratégiques pour les universités. La gestion des aides va s'adosser sur les exigences des universités post-LRU, c'est d'ailleurs l'AERES (Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) qui évaluera désormais la politique des AVE. L'augmentation des coûts, la gestion des aides en fonction de l'intérêt des universités concurrentielles participe à la remise en cause des missions du service public de la vie étudiante. Cette remise en cause est inacceptable.

La réforme structurelle de l'enseignement supérieur suppose aujourd'hui pour le gouvernement d'adosser le réseau des œuvres au nouveau visage de l'Université. L'adaptation de la carte territoriale des AVE à celle des Universités, et plus précisément des PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur), laisse largement envisager une réduction du dispositif des œuvres. La place donnée à la gestion de l'attractivité des universités dans les

missions des AVE, si elle se fait à moyen constants, se traduira par une moindre efficacité de celles-ci dans l'attribution des aides. Enfin et surtout, sur le modèle du processus à l'œuvre depuis une dizaine d'année dans l'enseignement supérieur, la réforme qui sortira tôt ou tard des pistes ouvertes par le rapport Lambert risque de se finir inéluctablement par une privatisation pure et simple.



L'échec de la mobilisation pour l'abrogation de la LRU s'expliquant notamment par un manque de préparation du milieu étudiant. L'UNEF ne peut se permettre de laisser passer une nouvelle contre-réforme. Il faut mettre en place dès à présent les éléments du rapport de force qui permettront aux étudiants de refuser cette future loi et donc de les informer sur les dangers présents dans ce rapport.

Changer l'UNEF, condition primordiale pour unifier le mouvement étudiant.

Face à un gouvernement de combat, face à toutes ces attaques, la responsabilité de notre syndicat est grande. Il s'agit d'organiser un des secteurs les plus combattifs de la société : les étudiants et plus largement la jeunesse. L'émiettement du mouvement étudiant est aujourd'hui un frein considérable à cet objectif. Le choix de l'UNEF d'appeler au rassemblement et de prendre des initiatives va dans le bon sens. La seule unité d'action bien qu'indispensable est insuffisante. Il s'agit aujourd'hui pour le mouvement étudiant de franchir un saut qualitatif historique.

Dès aujourd'hui l'ensemble du syndicat doit mettre en oeuvre les conditions nécessaires à l'intégration, à terme, du maximum d'étudiant mais également du maximum d'équipes combattives du milieu militant et pour cela être conscient que cette intégration ne se fera pas sans une transformation profonde de l'organisation.

D'abord, l'unité systématique avec les autres forces doit être encouragée. La position de syndicat majoritaire nous amène à prendre certaines responsabilités, celle d'être non seulement acteur mais aussi moteur des intersyndicales et autres cadres unitaires. Chaque campagne doit ainsi être accompagnée de convocations d'inter syndicales et les cadres de travail tels que le RUSF sont des outils efficaces, à développer de façon volontariste, pour dialoguer et trouver des habitudes militantes communes avec le reste du mouvement étudiant, et ce de façon permanente

Mais cela ne peut être efficace que si au sein de ces cadres, nous acceptons d'aller à la recherche de compromis, de revendications communes qui, par leur caractère offensives, pourront être des perspectives mobilisatrices pour le milieu étudiant.

De simples rencontres avec d'autres organisations ne seront pas suffisantes si elles ne débouchent pas sur des cadres d'organisation pérennes permettant une pratique commune.

Aujourd'hui, plusieurs équipes nous rejoignent dans cette démarche : des camarades de la Confédération étudiante à Rennes ou encore des camarades

de Sud à Aix-Marseille. Le choix de quitter SUD étudiant pour rejoindre l'UNEF n'est pas commun. La question de l'unification du mouvement étudiant est la raison primordiale qui a poussé ces camarades à rejoindre l'UNEF et la TUUD. Cette dynamique doit être poursuivie et il est nécessaire que des équipes militantes de plus en plus nombreuses nous rejoignent sur cet exemple.

Cependant, l'UNEF telle quelle est aujourd'hui incapable de mener à bien un tel regroupement de façon massive. L'existence de tendances minoritaires telles que la TUUD ou la TRS est loin d'être suffisante pour cela. La mise en oeuvre de ce travail nous oblige ainsi à revoir le fonctionnement et la démocratie dans le syndicat. Une plus grande autonomie accordée aux AGE est une condition nécessaire à ce que, à la base, une cohésion entre les différentes équipes militantes puisse aboutir. Enfin, et nous revenons là à ce qui permet l'actuelle intégration d'une minorité à Aix-Marseille, les tendances doivent pouvoir se développer pleinement : non accès au local, aux fichiers d'adhérents, méthodes plus que douteuses lors des congrès... tous ces problèmes, devenus communs, sont autant d'obstacles à ce que d'autres camarades nous rejoignent.

Il s'agit donc d'un changement profond, historique, que nous devons opérer, et ce dès maintenant, appuyé sur la dynamique de débat née à Aix. Beaucoup de questions sur les forums, en Conseil Fédéral ou dans la base militante se posent actuellement dans SUD, mais aussi dans d'autres organisations. Le problème n'est en aucun cas une question de principe pour ces camarades, le problème est à résoudre à l'intérieur même de l'UNEF. L'unification du mouvement étudiant dans un outil hégémonique dépassant même ce qu'est l'UNEF à l'heure actuelle doit être l'une de nos priorités. C'est là une des conditions à la construction d'une véritable résistance face aux réformes sociales et universitaires qui vont continuer à s'amplifier ces prochaines années. Les enjeux sont de taille et nous seuls avons les clefs en main, l'heure est à la prise de responsabilités, à l'autocritique et à un changement historique pour l'UNEF.

Exigeons la régularisation de tous les sans-papiers !

Ces derniers mois, les luttes de travailleurs sans-papiers sont réapparues sur le devant de la scène avec le durcissement de la répression à leur encontre suite aux grèves et occupations historiques entreprises par ces derniers. Chez les étudiants, la situation des sans papiers ne s'est pas vraiment améliorée ces dernières années avec toujours les mêmes galères à chaque rentrée : non renouvellement des titres de séjour, pas d'accès aux bourses, et de plus en plus souvent le risque de l'expulsion. Quand finalement ils parviennent à obtenir une inscription et un logement c'est le plus souvent au prix d'un déclassement ou d'une réorientation par rapport à leur parcours d'études antérieur.

Pour réagir à cette situation inacceptable, des collectifs locaux du Réseau Université Sans Frontières se sont constitués depuis ces trois dernières années dans plusieurs universités (Rennes, Paris 8, Toulouse, Dijon...). Ce réseau, pendant universitaire du Réseau Education Sans Frontières, fonctionne sur des bases larges, regroupant les différents syndicats étudiants et de personnels, les organisations politiques, diverses associations et surtout un maximum d'étudiants français et étrangers.

Outre le fait que ces cadres, là où ils existent depuis quelques temps déjà, se sont révélés être les plus adaptées pour apporter une aide immédiate aux étudiants en situation de difficulté, ils ont également permis, suite à des mobilisations d'ampleur, d'impliquer un maximum d'étudiants sur la base d'une expérience commune, faisant ainsi naître chez ces derniers la conviction que l'action collective est la seule voie pour changer les choses. Multiplier ce type d'expérience permettrait donc de faire avancer simultanément la conscience de l'importance de l'engagement syndical chez les étudiants, ainsi que la nécessité d'agir tous ensemble pour gagner et donc de faire un pas concret vers la réunification syndicale.

La dernière rencontre nationale du RUSF a permis de faire le point sur l'activité des différents collectifs avec un bilan encourageant comme les mobilisations victorieuses sur Rennes qui ont réuni par deux

fois plus d'un millier de personnes pour la régularisation d'une étudiante étrangère et surtout de proposer une première perspective d'action nationale pour le 20 novembre. Rendez-vous est ainsi pris devant les différentes préfectures en Province et le ministère de l'Education sur Paris, pour un rassemblement préparé conjointement avec les syndicats et autres collectifs (RESF) sur la thématique spécifique des étudiants étrangers.



Dès la rentrée l'UNEF doit se servir de cette date pour appeler à construire des RUSF là où ils n'existent pas et commencer à mobiliser les étudiants pour faire cesser la sélection, la discrimination, les expulsions et que change enfin cette situation intolérable !

site RUSF : <http://rusf.org/>

Non aux financements sur critères de performances et de résultats

Les mesures du gouvernement pour l'enseignement supérieur ont été accompagnées de fortes promesses budgétaires (augmentation du budget de l'enseignement supérieur de 50%). Ces crédits sont censés répondre au constat fait par les étudiants mobilisés à l'automne 2007 contre la LRU qui dénonçait le désengagement croissant de l'État des universités françaises, notamment sur le plan financier. Ces derniers mois, de nombreux reportages ont montré des locaux universitaires délabrés parfois dangereux pour les étudiants. Dans ce contexte, l'un des objectifs du gouvernement était de rassurer l'opinion face aux étudiants (et nous en faisons partie) qui dénoncent une privatisation rampante des universités. L'argent promis par le gouvernement pour prouver qu'il continue à « investir » dans les universités reste pourtant un leurre. On le voit, dans la mesure où les sommes promises servent à financer la mise en concurrence des universités et la mise à bas définitive des diplômes qualifiants encadrés nationalement.

Les financements directs servent à deux choses:

- favoriser la professionnalisation des cursus (Plan Licence entre autres) et donc accentuer l'adaptation des formations aux besoins de main d'œuvre localement (« les besoins prévisibles de l'économie »).
- accentuer la concurrence entre les universités en valorisant les établissements qui multiplieront les partenariats avec le privé, qui proposent des projets de formation à vocation élitiste, et qui intègrent dès maintenant des logiques de résultats, de rentabilité de l'enseignement et de marchandisation des produits de la recherche. La mise en place du plan Campus mais aussi la publication des décrets d'application (datés du 27 juin) de la LRU vont dans ce sens.

Le message est clair: ceux qui joueront le jeu de la concurrence et de la compétition internationale toucheront le pactole et disposeront d'une mise de départ substantielle pour entrer dans le jeu de la compétition universitaire. Aujourd'hui, nous avons tout à perdre dans ce genre de logique. Si nos universités sont en compétition, seule une minorité tirera partie d'un système inégalitaire où les diplômés tireront leur valeur de la cote de l'établissement. Aujourd'hui, le gouvernement applique une politique cohérente et habile: Il donne de l'argent à toutes les universités, mais surtout à celle qui laisse la porte ouverte aux entreprises privées. Pour avoir de l'argent, il faut en prendre ailleurs et multiplier les sources de financements. Les universités en retard seront forcées de s'aligner si elles veulent maintenir une ambition pédagogique et de recherche. L'argent du ministère sert à donner des garanties au privé, pas à renflouer les universités.

QU'EST-CE QUE LA TUD ?

La Tendance pour une UNEF Unitaire et Démocratique est une tendance de l'UNEF créée à l'occasion du 80ème Congrès de l'UNEF. Elle rassemble des militants issus de la Tendance Tous Ensemble, dont les 40 camarades exclus et de la Majorité Nationale. En rupture radicale avec toutes les réformes libérales de l'Enseignement Supérieur, et dans la volonté de mettre fin à la précarisation sans cesse grandissante de la jeunesse, nous nous battons pour construire un syndicat combatif, constructif, unitaire et démocratique, seul à même d'imposer un projet alternatif dans la jeunesse.

Nous agissons au quotidien pour défendre les droits étudiants, individuellement comme collectivement. Convaincus de la solidarité nécessaire dans le mouvement social, nous défendons un syndicalisme indépendant en lien avec les luttes des salariés et des lycéens, un syndicalisme féministe et internationaliste.

Nous animons les AGE d'Amiens, Chambéry, Clermont, Dijon, Paris 5 et Perpignan, et sommes présents dans les AGE d'Aix, Angers, Artois, Besançon, Grenoble, Le Mans
Lille, Lyon, Metz, Nancy, Nantes, Rennes, Strasbourg, Toulouse, Paris
1, Paris 2, Paris 3, Paris 6, Paris 7, Paris 8, Paris 10,
Paris 13, ...